

Institut national de l'information géographique et forestière (IGN)

Etablissement Public de l'Etat à caractère administratif

73 avenue de Paris

94160 Saint-Mandé

Code T.V.A. de l'IGN : FR18180067019

Représenté par M. Sébastien SORIANO, Directeur général de l'IGN,
nommé par décret du 16 décembre 2020 (JORF du 17 décembre 2020)

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES (CCP)

GBM 25034

Marché relatif à la fourniture d'une solution logicielle de gestion de la navigabilité des aéronefs de l'IGN

Service responsable de la passation du marché :

Secrétariat Général

Service des Achats et des Marchés

Département des marchés

73 avenue de Paris

94165 Saint-Mandé CEDEX

Le présent C.C.P. comporte 10 feuillets numérotés de 1 à 11.

<u>CONTEXTE</u>	3
<u>ARTICLE 1 – OBJET DU MARCHÉ – FONCTIONNALITES ET PRESTATIONS ATTENDUES</u>	3
1.1 – FONCTIONNALITES ATTENDUES DE LA SUITE LOGICIELLE :	3
1.2 – PRESTATIONS ATTENDUES DANS LE CADRE DU MARCHÉ :	4
<u>ARTICLE 2 – ETENDUE DE LA CONSULTATION</u>	5
<u>ARTICLE 4 – DUREE</u>	5
<u>ARTICLE 5 – DOCUMENTS CONTRACTUELS</u>	5
<u>ARTICLE 6 – OFFRE TECHNIQUE</u>	5
<u>ARTICLE 7 – OFFRE FINANCIERE ET PRIX DE REGLEMENT</u>	6
7.1 – PRINCIPES GENERAUX :	6
7.2 – OFFRE FINANCIERE :	6
7.3 – DETERMINATION DU PRIX DE REGLEMENT :	6
<u>ARTICLE 8 – MODALITES DE PAIEMENT</u>	7
<u>ARTICLE 9 – FACTURATION</u>	7
9.1 – PRINCIPES GENERAUX :	7
9.2 – DEPOT DE LA FACTURE SUR CHORUS PRO :	8
<u>ARTICLE 10 – AVANCE</u>	8
<u>ARTICLE 11 – VERIFICATION DES PRESTATIONS DU MARCHÉ ET DECISIONS DE L’IGN</u>	8
<u>ARTICLE 12 – SECRET - CONFIDENTIALITE</u>	9
<u>ARTICLE 13 – DEMARCHE DEVELOPPEMENT DURABLE</u>	9
<u>ARTICLE 14 – SOUS-TRAITANCE</u>	9
<u>ARTICLE 15 – ASSURANCE</u>	10
<u>ARTICLE 16 – PENALITES DE RETARD</u>	10
<u>ARTICLE 17 – CORRESPONDANTS TECHNIQUES, ADMINISTRATIFS ET FINANCIERS</u>	11
<u>ARTICLE 18 – NORMES</u>	11
<u>ARTICLE 19 – RESILIATION</u>	11
<u>ARTICLE 20 – LITIGES</u>	11
<u>ARTICLE 21 – LANGUE DU MARCHÉ</u>	11
<u>ARTICLE 22 – DEROGATIONS AU CCAG-FCS</u>	11

CONTEXTE

L'Institut national de l'information géographique et forestière (IGN) est un établissement public à caractère administratif de l'État placé sous la double tutelle du ministre chargé du développement durable et du ministre chargé des forêts. Les missions de l'IGN sont définies dans le décret n° 2011-1371 du 27 octobre 2011 modifié.

La flotte aérienne de l'IGN est basée sur l'aéroport Paris-Beauvais à Tillé (département de l'Oise). Elle est constituée de trois avions Beechcraft King Air série 200 modifiés par ajout de trappes photographiques.

Avec sa flotte aérienne, l'IGN contribue à assurer la couverture du territoire français en images numériques et en données lidar aériennes et effectue également des prises de vues d'urgence.

En matière de maintien de navigabilité, les aéronefs de l'IGN relèvent de l'annexe I du règlement (UE) 2018/1139 (soumis au cadre réglementaire national). Le Service de l'imagerie et de l'aéronautique (SIA) de l'IGN dispose de son propre atelier de maintenance agréé EASA-PART145 (avec une extension Prime permettant d'entretenir les trois avions) et d'un pôle technique aéronautique en charge du maintien de la navigabilité de la flotte.

L'IGN utilise actuellement une suite logicielle développée en interne pour assurer à la fois le suivi de navigabilité, le lancement et le suivi des phases de maintenance ainsi que la gestion du stock de pièces. Confronté à des difficultés pour en assurer la maintenance et les éventuelles évolutions, l'IGN a donc décidé de recourir à un marché public pour disposer d'une solution logicielle pérenne.

ARTICLE 1 – OBJET DU MARCHE – FONCTIONNALITES ET PRESTATIONS ATTENDUES

Le présent marché porte sur l'achat d'une solution logicielle de maintien et de suivi de la navigabilité des aéronefs, répondant aux exigences de la réglementation EASA PART-145 (avec **extension prime** pour le suivi de la maintenance) et de la réglementation CAMO-FR (M.FR.301 à M.FR.305). **La solution logicielle devra également être compatible avec les exigences de sécurité de l'information décrites dans la PART-IS à laquelle l'IGN devra se conformer dès 2026.**

1.1 – Fonctionnalités attendues de la suite logicielle :

Un module de gestion de la navigabilité pour :

- La consultation des manuels de maintenance avion, moteur, hélice, équipements et STCs (Supplemental Type Certificate), ou a minima les cartes de travail ;
- La consultation et la saisie des différents statuts (aéronef, moteur, hélice, équipements, modifications, réparations, STCs) ;
- La consultation et la mise à jour du Programme d'Entretien (PE) ;
- La notification et l'enregistrement automatique des Airworthiness Directive (AD), SB/SL, avec applicabilité ;
- La consultation et la saisie de la maintenance effectuée avec les pannes et les Minimum Equipment List (MEL) ;
- La consultation de la maintenance prévisionnelle (Due List ou Next Dues) ;
- Le suivi des butées horaires et calendaires avant visite ;
- La consultation et la saisie des CRM (compte rendu matériel)
- Le lancement et la clôture des travaux de maintenance ;
- L'enregistrement des dossiers de travaux sous différents formats (pdf, jpg, etc.) ;
- Le suivi des tâches de maintenance réalisées avec un historique sur 3 ans minimum.

Un module de maintenance aéronautique synchronisé pour :

- La gestion des opérations de maintenance et des dossiers de visite : pièces consommées, temps passés par exécutant, outils utilisés et documents techniques consultés à chaque opération ;
- La création des APRS (approbation pour remise en service) ;
- La création des documents libératoires (EASA Form1).

Un module de gestion de stocks synchronisé pour :

- Consultation et gestion du stock de pièces détachées et matériels (outillage soumis à révision) par Numéro de Série ou de Lot avec date d'expiration ;
- Gestion des Form1 associées aux pièces avec n° de série ou lot
- Sélection des pièces utilisées à chaque opération de maintenance ;
- Notifications automatiques en cas d'atteinte du minimum défini de stock ou de limite de calibrage sur l'outillage.

1.2 – Prestations attendues dans le cadre du marché :

Les prestations attendues faisant l'objet du présent marché sont les suivantes :

Pendant la phase de déploiement (ne devant pas excéder 12 mois) :

- L'initialisation de notre flotte actuelle (3 aéronefs de type Beech B200T / B200GT) dans le système avec les informations suivantes :
 - Programme d'Entretien (PE) ;
 - Statut de l'avion, des moteurs, hélices, équipements, modifications, réparations, STCs ;
 - Statut des AD et SB/SL (tout document constructeur utile) ;
 - Statut de la maintenance effectuée avec les pannes et les MEL ;
 - Statut de la maintenance prévisionnelle (Due List ou Next Dues) ;
 - Historique des CRM ;
 - Historique de la maintenance ;
 - Historique des APRS ;
 - Historique des documents libératoires associés.
- L'initialisation des stocks existants de pièces et matériels (outillage soumis à révision) dans le système ;
- La formation des utilisateurs IGN (15 personnes au total) sur un ou plusieurs modules, assurée par un formateur francophone (supports de cours en français ou anglais) et dispensée de préférence sur site (visio conférence possible).
- Le support technique et la correction des anomalies constatées, faisant l'objet d'au moins une réunion mensuelle en visio conférence (le titulaire s'engage à mettre à la disposition de l'IGN un interlocuteur dédié à la prestation).

L'IGN fournira un descriptif technique complet de ses aéronefs, les programmes d'entretien et un historique complet des opérations de maintenance réalisées sur les dernières années (au minimum 36 mois).

A l'issue de la phase de déploiement :

- Le support technique (par hotline et courriel) permettant d'assurer la continuité de service et le maintien de l'ensemble des fonctionnalités de la suite logicielle ;
- L'intégration de toute évolution de la flotte IGN (enrôlement).

ARTICLE 2 – ETENDUE DE LA CONSULTATION

Le présent marché public est passé en procédure adaptée selon les articles L. 2123-1 et R. 2123-1 du Code de la commande publique.

ARTICLE 3 – ALLOTISSEMENT

Le présent marché n'est pas alloti.

ARTICLE 4 – DUREE

Le marché prend effet à compter de la date de sa notification (la date de notification est celle de la réception par l'attributaire du marché d'un exemplaire dudit marché signé des parties, l'envoi étant effectué par voie électronique avec demande d'accusé de réception).

Il est conclu pour une période initiale de vingt-quatre (24) mois.

Au-delà de cette période initiale, le marché est renouvelé par tacite reconduction pour deux périodes successives de un (1) an chacune, sauf dénonciation par l'IGN, au moins trente jours avant la fin de la période en cours, par courrier électronique ou lettre recommandée avec accusé de réception.

La durée de validité du marché ne saurait excéder quarante-huit (48) mois suivant sa notification.

ARTICLE 5 – DOCUMENTS CONTRACTUELS

Le marché est constitué par les documents contractuels énumérés ci-dessous par ordre de priorité décroissante :

1. **L'acte d'engagement et son annexe prix ;**
2. **Le présent cahier des clauses particulières (C.C.P.) n° GBM 25034, dont l'exemplaire conservé dans les archives de l'I.G.N. fait seul foi ;**
3. **Le Cahier des Clauses Administratives Générales** applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services – CCAG-FCS, arrêté du 30 mars 2021 ;
4. **L'offre technique** du titulaire.

Toute clause figurant aux conditions générales des titulaires sur leurs tarifs ou au dos de leurs factures et contraire aux documents indiqués ci-dessus est réputée non écrite.

ARTICLE 6 – OFFRE TECHNIQUE

Le candidat devra notamment préciser dans son offre technique :

1. Les fonctionnalités détaillées de la solution proposée
2. Les modalités de prise en compte des prestations attendues par l'IGN
3. L'environnement numérique de travail (ENT)
 - a. Les exigences matérielles (hardware et software) requises

- b. Au-delà du respect de compatibilité avec la suite bureautique Office 2021 de l'IGN, les formats utilisés pour les exports et éditions (excel, pdf, etc.)
 - c. Les besoins en termes de connectivité nécessaires pour l'utilisation optimale de la solution logicielle
 - d. Dans le cas d'une solution en SAAS (Software As a Service), le candidat indiquera dans son offre où seront stockées les données relatives aux avions et activités de l'IGN.
- 4. La performance et l'exploitabilité
 - a. Le taux de disponibilité de la solution
 - b. Le temps de maintenance périodique
 - c. Les modalités de conservation et de récupération des données
 - d. Le fonctionnement de la solution en mode dégradé (incident, rupture de flux, etc.)
- 5. Le support utilisateur (organisation et plages d'intervention)
- 6. Sécurité
 - a. Authentification intégrée à la solution
 - b. Modalités d'authentification SSO (protocoles supportés)
 - c. Modalités de gestion des habilitations des utilisateurs
 - d. Traçabilité des accès et actions des utilisateurs
 - e. Modalités de protection des données IGN (étanchéité avec les autres clients)

ARTICLE 7 – OFFRE FINANCIERE ET PRIX DE REGLEMENT

7.1 – Principes généraux :

La monnaie de référence du marché est l'euro. Le taux de TVA applicable est celui en vigueur au moment du fait générateur. Le prix est réputé comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation ainsi que l'ensemble des coûts cités en annexe à l'acte d'engagement.

7.2 – Offre financière :

Les candidats devront formuler une offre financière couvrant l'ensemble des prestations suivantes :

- Un prix forfaitaire hors taxe pour l'abonnement annuel à la solution logicielle ;
- Un prix forfaitaire hors taxe pour l'initialisation de la flotte IGN, des protocoles de visites et du stock de pièces et matériels ;
- Un coût unitaire hors taxe pour une session de formation sur chaque module (gestion de navigabilité, maintenance, gestion du stock) en précisant la durée en jours de chaque session ;
- Un prix forfaitaire hors taxe pour le support technique et la correction d'anomalies en phase de déploiement ;
- Un prix forfaitaire hors taxe pour le support technique (hotline) après la phase de déploiement.

7.3 – Détermination du prix de règlement :

Les prix sont fermes et révisables.

Les prix hors taxe seront révisés au moment de la reconduction du marché par application de la formule suivante :

$$P = P_o \times (S / S_o)$$

dans laquelle :

P = prix révisé

PO = prix initial à la date de notification

S = dernier indice SYNTEC publié sur le site www.syntec.fr à la date de révision

S0 = dernier indice SYNTEC publié sur le site www.syntec.fr à la date de notification.

ARTICLE 8 – MODALITES DE PAIEMENT

Le paiement des sommes dues au titre de l'exécution du marché s'effectue à terme échu, suivant les règles de la comptabilité publique, par virement administratif dans un délai global maximum de trente (30) jours à compter de la réception des factures dûment renseignées.

Le décompte du délai se fait à réception de la facture qui vaut demande de paiement. Toutefois, le point de départ du délai est la date à laquelle le paiement est exigible, lorsque cette date est postérieure à la date de réception de la facture.

Le défaut de paiement dans le délai prévu ci-dessus fait courir de plein droit et sans formalité des intérêts moratoires et une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement au bénéfice du titulaire et des sous-traitants éventuels.

Conformément aux dispositions des articles R.2192-31 à R.2192-36 du code de la commande publique, le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.

Le montant de l'indemnité forfaitaire de recouvrement est fixé à 40 euros.

Le marché est financé sur les ressources de l'IGN constituée d'une dotation de l'Etat et de recettes d'activités.

ARTICLE 9 – FACTURATION

9.1 – Principes généraux :

Pour la mise en service La facturation s'effectuera dans les conditions suivantes :

30% à la livraison de la solution

30% à l'issue de la VA

40% après admission.

Les factures sont émises trimestriellement et établies sur la base du forfait annuel indiqué dans l'offre financière du titulaire du marché.

Les factures afférentes aux paiements portent, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le numéro SIRET de l'IGN : **18006701900430**,
- le numéro de marché,
- la référence du service IGN qui bénéficie des prestations,
- la date d'émission de la facture,
- les coordonnées bancaires du titulaire,
- le détail des prestations exécutées,
- le montant hors taxes,

- le montant et le taux de la TVA,
- le montant total toutes taxes comprises,
- le numéro de TVA intracommunautaire du titulaire.

Le comptable assignataire des paiements est l'agent comptable de l'IGN. Le paiement s'effectue par virement.

Le fonctionnaire habilité à fournir les renseignements prévus par la réglementation sur le nantissement des marchés est l'ordonnateur de l'IGN.

9.2 – Dépôt de la facture sur Chorus Pro :

En application du décret n° 2019-748 du 18 juillet 2019 relatif à la facturation électronique dans la commande publique, les factures émises à l'encontre de l'IGN doivent être déposées sur le portail Chorus Pro. Cette obligation s'applique à toutes les entreprises depuis le 1^{er} janvier 2020.

Une documentation relative au fonctionnement de la plateforme Chorus Pro est consultable à l'adresse suivante :

<https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/emetteur-de-factures-electroniques/>

Les références à utiliser pour déposer les factures à destination de l'IGN sur Chorus Pro sont :

- le numéro SIRET de l'IGN : **18006701900430**,
- le numéro du bon de commande transmis par l'IGN,

Ces références sont indiquées sur le bon de commande transmis par l'IGN.

Il est précisé que l'IGN n'utilise pas de n° service exécutant dans Chorus Pro.

Toute question relative à la facturation ou au paiement doit être adressée au service facturier de l'Agence comptable de l'IGN (tél. 01 43 98 83 11 ; courriel : service.facturier@ign.fr).

ARTICLE 10 – AVANCE

En application de l'article R2191-3 du code de la commande publique et sauf renonciation de leur part, le titulaire du marché et ses éventuels sous-traitants admis au paiement direct pourront prétendre au versement d'une avance de 10%.

Le point de départ du délai de paiement de cette avance est celui de la date de notification du marché.

Le remboursement de l'avance s'effectue conformément aux dispositions des articles R2191-11 et R2191-12 du code de la commande publique.

ARTICLE 11 – VERIFICATION DES PRESTATIONS DU MARCHE ET DECISIONS DE L'IGN

L'autorité chargée de la vérification des prestations par le titulaire du marché est la cheffe du SIA.

La Vérification d'Aptitude (VA) a pour but de s'assurer que la solution livrée est conforme aux caractéristiques techniques demandées ainsi qu'à l'offre et la documentation technique du titulaire.

La VA intervient après la mise en ordre de marche et la formation et dure **un (1) mois** à compter de la mise en place effective de la solution.

Si, à l'issue des opérations de vérification d'aptitude, il reste des anomalies non bloquantes qui pourront être corrigées au cours de la phase VSR, l'IGN peut décider de prononcer une VA avec réserves.

A défaut de décision notifiée dans le délai de vérifications précisé ci-dessus, la VA est réputée prononcée tacitement.

Suit immédiatement après la vérification d'aptitude une période dite de « vérification de service régulier » (VSR). Cette période de VSR a pour but de constater que la solution remplit les fonctions attendues par l'IGN dans une configuration normale d'utilisation et de production.

La période de vérification de service régulier se déroule alors sur un délai de **deux (2) mois maximum** à compter de la notification au titulaire de la décision positive de vérification d'aptitude.

En cas de conformité, l'admission définitive de la solution est prononcée par écrit par l'IGN, à l'issue de la période de VSR. La réception prend effet à la date de notification au titulaire de la décision de réception.

En cas de non-conformité, l'IGN peut ajourner la VSR en donnant au titulaire un délai pour corriger les anomalies constatées.

Conformément à l'article 30-3 du CCAG FCS, si l'IGN estime que le système sans être entièrement conforme aux stipulations du marché, peut être utilisé en l'état, il peut décider de l'admettre avec réfaction.

ARTICLE 12 – SECRET - CONFIDENTIALITE

Le titulaire s'engage à ne pas divulguer les informations stockées dans les matériels ni de faire accéder un tiers à ces mêmes informations sans l'accord de l'IGN.

Tous les documents reçus avant la notification du marché ou communiqués pendant la période d'exécution et transmis au titulaire à titre confidentiel, ne peuvent être - sans autorisation préalable de l'IGN - transmis à d'autres personnes.

Tant pendant le cours du présent marché qu'après son expiration, et pour quelque cause que ce soit, le titulaire s'interdit formellement de divulguer les informations techniques, financières ou commerciales qu'il aurait été amené à connaître concernant l'IGN, ainsi que ses produits, ses moyens et ses projets.

Le titulaire s'engage à prendre toutes les dispositions nécessaires et appropriées, y compris auprès de son propre personnel, pour faire respecter les dispositions qui précèdent.

Les termes de cet article s'appliquent en intégralité aux sous-traitants éventuels du titulaire.

ARTICLE 13 – DEMARCHE DEVELOPPEMENT DURABLE

Le titulaire doit mettre en œuvre toutes les actions utiles pour réduire son impact environnemental et promouvoir une gestion durable des ressources mobilisées pour exécuter le marché.

ARTICLE 14 – SOUS-TRAITANCE

Les obligations du présent document s'appliquent intégralement aux sous-traitants éventuels, le titulaire s'engage à les leur communiquer.

Conformément à l'article 3 de la loi du 31 décembre 1975 et à l'article L. 2193-10 du code de la commande publique, le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties du marché, à condition d'avoir obtenu de l'IGN l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

L'acceptation du sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement doivent alors faire l'objet d'un acte spécial signé du sous-traitant, du titulaire et de l'IGN. Cet acte spécial peut être présenté sous la forme d'un formulaire DC4 de déclaration de sous-traitance disponible à l'adresse <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>.

Quelle que soit sa forme de présentation, cet acte devra reprendre tous les renseignements mentionnés ci-dessous :

- la nature des prestations sous-traitées,
- le nom et l'adresse du sous-traitant proposé,
- le montant maximum à verser au sous-traitant,
- les conditions de paiement prévues, y compris, le cas échéant, les modalités de variation des prix,
- le droit ou non du sous-traitant au paiement direct (pour rappel, tout sous-traitant qui intervient dans un marché public pour un montant supérieur à 600 € TTC doit être payé directement par l'IGN),
- en cas de paiement direct du sous-traitant par l'IGN, le souhait du sous-traitant de bénéficier ou non de l'avance prévue au marché,
- la déclaration qu'aucune cession ou nantissement des créances du marché public ne fait obstacle au paiement direct du sous-traitant,
- les capacités du sous-traitant sur lesquelles le titulaire s'appuie,
- une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics.

La présentation de ces renseignements n'emporte pas automatiquement l'acceptation du sous-traitant et de ses conditions de paiement : l'IGN est libre de le refuser, s'il motive sa décision.

Le silence de l'IGN pendant plus de 21 jours après la réception de la demande vaut acceptation du sous-traitant.

Attention : si le titulaire a conclu un contrat de sous-traitance d'au moins 5 000 € HT, il doit s'assurer jusqu'à la fin du contrat que son sous-traitant s'acquitte bien de ses obligations déclaratives (fourniture des déclarations d'activité et d'emploi salarié) et du paiement des cotisations et contributions sociales, en lui demandant de lui fournir une attestation de vigilance.

ARTICLE 15 – ASSURANCE

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de l'IGN et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Il doit justifier, dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

À tout moment durant l'exécution du marché le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande de l'IGN et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

ARTICLE 16 – PENALITES DE RETARD

En cas de dépassement non justifié du délai pour procéder à la fourniture des prestations prévues dans

le cadre du marché, l'IGN pourra appliquer au titulaire des pénalités de retard dans les conditions prévues à l'article 14 du CCAG-FCS.

ARTICLE 17 – CORRESPONDANTS TECHNIQUES, ADMINISTRATIFS ET FINANCIERS

A compter de la notification du marché, le titulaire désigne le nom et les coordonnées professionnelles de la (ou des) personne(s) chargée(s) de conduire et de diriger l'exécution des prestations en son nom.

Le suivi technique IGN du marché est assuré par le Service de l'imagerie et de l'aéronautique (SIA).
Le titulaire est informé du (ou des) référent(s) technique(s) IGN après notification du marché.

Le suivi administratif IGN de l'accord-cadre est assuré par le Département des marchés (courriel : marches-publics@ign.fr).

Toute question relative à la facturation ou au paiement de l'IGN sera adressée au service facturier (Tél. 01 43 98 83 11 ; Courriel : service.facturier@ign.fr).

Le titulaire doit informer l'IGN, dans les plus brefs délais, des changements affectant son organisation, et en particulier des coordonnées des personnes chargées du suivi d'exécution du marché. Cette obligation incombe également à l'IGN.

ARTICLE 18 – NORMES

Le titulaire garantit que l'objet du marché obéit aux normes françaises ou équivalentes européennes ou internationales en vigueur au moment de la livraison. La mise en conformité des fournitures à la réglementation est à la charge du titulaire.

ARTICLE 19 – RESILIATION

Les conditions de résiliation sont précisées aux chapitre 7 du CCAG-FCS (articles 38 à 45).

ARTICLE 20 – LITIGES

Tout différend relatif à l'interprétation ou l'exécution du présent marché, pour lequel aucun accord n'a pu intervenir après une tentative de règlement amiable entre les parties, relève de la compétence du Tribunal administratif de Paris.

La loi française est la seule applicable.

ARTICLE 21 – LANGUE DU MARCHE

La langue utilisée pendant la procédure et l'exécution du marché est le français. Certaines documentations techniques peuvent être en anglais.

ARTICLE 22 – DEROGATIONS AU CCAG-FCS

L'article 11 du présent CCP déroge à l'article 27, 28 et 29 (opération de vérification) et 30-1 (délai de vérifications) du CCAG-FCS.